

**Le Haut-commissariat à la réinsertion des ex-combattants (HCREC) avec l'appui du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur le financement du Fonds de Consolidation de la Paix (PBF) a organisé un atelier de formation des professionnels de médias sur l'accord de cessez-le-feu ainsi que les objectifs du programme DDR dans le Pool, la déontologie journalistique et les techniques de communication en situation de crise. Cet atelier a eu lieu du 19 au 20 juin 2019 dans la salle de l'UNIC à Brazzaville.**

Le Pool en général et les populations résidentes de ce département en particulier ont été les victimes d'un conflit armé aux conséquences désastreuses sur les plans économique, social, humanitaire et des droits humains. Le désir de paix au Congo est tangible et les différents développements positifs, exprimés à travers la signature de l'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités, la levée du mandat d'arrêt du Pasteur Ntumi et la libération des prisonniers du conflit, le ramassage des armes, ainsi que l'organisation des plateformes locales de dialogue dans une atmosphère paisible, témoignent de cette volonté conjuguée du Gouvernement, de ses partenaires, des ninjas Nsiloulous et des communautés du Pool à contribuer aux efforts de consolidation d'une paix durable.

Aujourd'hui, nous assistons au retour d'une paix encore fragile, qui commande que nous nous attelions à consolider le processus de réconciliation, de dialogue et à renforcer les initiatives de relèvement. Cela passe nécessairement par une communication stratégique et constructive en vue de consolider cette paix encore fragile. L'objectif global de ce projet coordonné par le PNUD en partenariat avec le Haut-Commissariat à la Réinsertion

communication en situation de crises et de poste crises. Cette formation permettra aux professionnels de médias d'être outillés pour l'exercice de leurs fonctions.

Venu nombreux les organes de presse nationaux et internationaux et des institutions publiques pour le renforcement de capacité sur les techniques de communication et le respect de la déontologie journalistique pour contribuer au processus de consolidation de la paix dans le Pool.

«Après les plateformes locales départementales, maintenant nous sommes auprès de journalistes pour se préparer correctement afin que le message soit réellement transmis au sein de la population, souvent nous cadres, nous faisons sans savoir la réalité de terrain. Désormais, il faut renverser la tendance aller chercher l'information auprès de la population» a renchérit le directeur de cabinet du HCREC. D'autre part, «Il est important que vous contribuez à cette paix et pour contribuer à cette paix il faut qu'on réfléchisse comment communiquer pendant les situations post crise pour que vous ne pensiez pas des choses qui vont enflammer et détruire tout ce qui a été construit en termes de consolidation de la paix. Une mauvaise communication est plus dangereuse qu'une balle de Kalachnikov» a déclaré le coordinateur du projet. La commission du dialogue explicite qu'un accord avait été signé dans le souci de consolider la paix dans l'unité nationale. Le 04 avril et le 05 mai 2018 une délégation du pasteur Ntumi est arrivée à Brazzaville, après une séance de travail avec le gouvernement, on est parvenue à signer un accord de paix dans le Pool. Dans cet accord il y a les éléments qui ne figure pas mais



**Vue des manifestants au Soudan**



qui était pris en compte donc ce sont les non-dits.

La commission Adhoc Mixte-Paritaire de la paix (CAMP) a mis en place 3 axes.

- La sensibilisation et la communication, il fallait communiquer avec la population, au cours de cette civilisation la CAMP avait pour mission de supprimer les barrières pour la libre circulation des biens et de personnes

- Ramassage des armes, pour garantir la sécurité de la population et établir la garantie de l'Etat, il y avait 15 points de collecte des armes, 3000 armes estimées pour la collecte, mais nous avons reçu 8007 armes toutes armes confondues.

- La normalisation de la vie, allègement progressive des militaires dans le Pool.

Le 27 juillet 2018 le mandat d'arrêt du Pasteur Ntumi avait été levé et ses deux collaborateurs. Le programme du DDR avait déjà été entamé, il reste que la réinsertion sociale et professionnelle des ex-combattants. La réinsertion du Pasteur Ntumi est sur la table du gouvernement, car les engagements qui ont été pris par

progressivement même son parti politique qui a été supprimé, il y a un décret qui permet la réouverture de son parti.

En effet, une guerre civile est toujours néfaste dans un Etat car il y a beaucoup de perte en vie humaine, la destruction de l'ordre Public etc. Cela contribue à la perturbation de la population aussi à la baisse d'activité économique de la région et du pays.

**Par Anaël Koumbemba**